



Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



---

## ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

### *Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide, inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

---

## L'AFRIQUE, STRATÉGIE ET ENGAGEMENT DU CANADA

**IZZA-MARIA SALHI**, Maîtrise es sciences en études internationales, Département de science politique, Université de Montréal, Québec-Canada

**MAMOUDOU GAZIBO**, Professeur, Département de science politique, Université de Montréal, Québec-Canada

**RÉSUMÉ :** Dans le contexte des bouleversements mondiaux actuels et les défis pour la démocratie à travers le monde, le Canada se doit d'affiner et de redéfinir les liens commerciaux, de développement, ainsi que diplomatiques avec l'Afrique. En effet, le continent africain a de plus en plus d'influence sur le plan géopolitique; de par sa taille, son taux de croissance économique, ses ressources, sa diversité et sa richesse culturelle. De plus, la population de l'Afrique, qui pourrait atteindre 2,4 milliards en 2050, et ses 54 pays, lui donnent un poids important au sein des Nations unies (ONU), du Commonwealth et de la Francophonie. McKinsey a d'ailleurs identifié que plus de 400 compagnies africaines ont des valeurs excédant un milliard de dollars US<sup>1</sup> alors que le monde des affaires internationales croyait à tort qu'elles étaient plutôt entre 50 et 100<sup>2</sup>. Plus de 80% de la croissance de la population sera dans les villes, créant davantage de consommateurs qui utilisent les téléphones intelligents et demandent des services et produits du 21<sup>ème</sup> siècle. En 2050, 40% des jeunes de moins de 18 ans au monde seront Africains. Cependant, l'Afrique contiendra le plus grand nombre de personnes sous le seuil de pauvreté, même si le taux de pauvreté chute comme ailleurs, toutefois plus lentement que la moyenne internationale. Les peuples africains sont donc particulièrement vulnérables aux changements climatiques et continuent de composer avec des défis sécuritaires dans plusieurs régions. Par conséquent, une croissance économique soutenue et inclusive, une gouvernance améliorée, ainsi que davantage de respect des droits humains sont nécessaires pour réduire la pauvreté plus rapidement et

---

<sup>1</sup> <https://www.jeuneafrique.com/1373448/economie/fintech-africaine-pourquoi-mckinsey-table-sur-une-croissance-exponentielle-des-revenus/>

<sup>2</sup> <https://africanbusinessjournal.info/mckinsey-optimiste-pour-lafrique/>

durablement. En fin de compte, les livres pris en considération ici offrent un riche ensemble d'interventions qui participent aux débats analytiques et confèrent un poids empirique au rôle que le Canada a joué sur le continent africain. En vertu de cela, Akuffo, Brown et Black font une contribution significative à l'étude de la politique étrangère canadienne<sup>3</sup>, en apportant de la profondeur en détaillant une région qui n'a été analysée de manière cohérente que jusqu'à présent.

**MOTS-CLÉS :** Afrique, Afrique de l'Ouest, Canada, politique étrangère, aide au développement, diplomatie, relations de pouvoir.

*Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.*

## Introduction

« Je veux dire ceci aux amis de ce pays d'à travers le monde. Plusieurs d'entre vous vous êtes inquiétés que le Canada avait perdu sa voix compatissante et constructive sur la scène internationale au cours des 10 dernières années. Alors j'ai un message très simple à vous livrer de la part de 35 millions de Canadiens : nous sommes de retour ! »<sup>4</sup>.

C'est ce qu'a déclaré Justin Trudeau le 20 octobre 2015.

Le concept d'identité est l'un des sujets les plus débattus et les plus importants dans le domaine des relations internationales. Il renvoie à la manière dont les individus ou les groupes se définissent et à la manière dont cette définition de soi influence leur comportement et leurs interactions avec les autres. Dans les relations internationales, le concept d'identité joue un rôle crucial dans l'élaboration du comportement des États et de leur politique étrangère.

Dans la théorie néoréaliste, l'identité et les intérêts d'un État sont considérés comme innés et immuables. Selon les néoréalistes, les États sont des acteurs rationnels qui poursuivent leurs intérêts sur la base de leur identité prédéterminée. Les États savent qui ils sont et ce qu'ils veulent avant de s'engager avec d'autres États. Pour les constructivistes à l'inverse, ce sont les interactions avec les autres qui "créent et instancient une structure d'identités et d'intérêts plutôt qu'une autre" (Wendt 1992 : 394). Les constructivistes affirment que nous ne pouvons découvrir les intentions des États qu'en étudiant les identités et les intérêts tels qu'ils sont façonnés dans les interactions entre les États.

La recherche de Ted Hopf sur la politique étrangère soviétique et russe par exemple, met en évidence le débat continu parmi les constructivistes sur le rôle de l'identité dans les relations internationales (Hopf 2002). Hopf se concentre sur la formation interne de l'identité pour comprendre comment les intérêts nationaux sont définis et comment ils façonnent les politiques étrangères. Il vise à fournir "an account of how a state's own domestic identities constitute a social cognitive structure that makes threats and opportunities, enemies and allies, intelligible, thinkable, and possible." (Hopf 2002: 16). Il découvre l'identité des décideurs clés à travers des sources textuelles telles que les archives, les journaux, les journaux intimes et les manuels scolaires, et examine deux études de cas : Moscou en 1955 et 1999. Ainsi, Hopf affirme que les identités internes reconstruites fournissent une explication clé pour la politique étrangère soviétique/russe de ces années-là.

<sup>3</sup> <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/00083968.2015.1116291>

<sup>4</sup> <https://www.ledevoir.com/politique/canada/453116/le-canada-est-de-retour-lance-trudeau-au-monde>

Malgré les désaccords entre les constructivistes sur l'importance relative des environnements domestiques et internationaux, leur accent sur la culture et l'identité demeure une préoccupation partagée. Comme le note Chul Cho (2012), le monde social et politique est composé de croyances partagées plutôt que d'entités physiques, et cette compréhension est au cœur de l'analyse constructiviste. De même, bien qu'il y ait un débat en cours au sein de l'école constructiviste sur la formation de l'identité et son rôle dans les relations internationales, il y a un consensus général que l'identité joue un rôle significatif dans la formation des actions et des intérêts des États dans le système international.

En ce sens, selon Caron, la politique étrangère canadienne a toujours été intimement liée à l'évolution du nationalisme canadien et a une volonté d'arrimer celle-ci autour de valeurs intrinsèquement canadiennes (Caron, 2014). Or, Il est possible d'observer ce phénomène dans le cadre de la politique étrangère canadienne en Afrique, qui a été façonnée par la volonté de promouvoir les valeurs canadiennes telles que la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. Le Canada a joué un rôle crucial dans la promotion de ces valeurs sur le continent africain en participant à des missions de maintien de la paix et en offrant son soutien à la société civile et aux organisations non gouvernementales travaillant dans ces domaines. De ce fait, l'identité canadienne est un élément central de la politique étrangère canadienne en Afrique, qui aspire à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent.

Par ailleurs, comme le souligne Caron (2014), la politique étrangère canadienne a été remarquablement cohérente dans sa défense agressive des principes associés à l'idéologie du libéralisme, sous les gouvernements libéraux comme conservateurs. Cependant, les positions parfois radicales du gouvernement Harper sur plusieurs autres questions, telles que l'ONU, le maintien de la paix, le conflit israélo-palestinien, les changements climatiques et la Russie, ainsi que son manque d'intérêt pour l'Afrique, ont suscité des critiques de la part de nombreux États. Le gouvernement Trudeau, pourtant élu sur un programme en opposition avec celui de Harper, a finalement adopté une orientation conservatrice en matière de politique étrangère. Ni Harper ni Trudeau n'ont été à l'origine d'initiatives similaires à celles qui ont marqué la diplomatie canadienne de 1945 au milieu des années 2000, ce qui soulève des questions quant à la capacité de la politique étrangère canadienne à maintenir son engagement à promouvoir ses valeurs et ses intérêts dans le monde (Caron, 2014).

Parallèlement, dans un contexte actuel où l'OTAN a désigné pour la première fois la Russie et la Chine comme des adversaires, le Canada a annoncé sa volonté de renforcer son engagement sur le continent africain en mettant en place deux nouvelles missions diplomatiques dans le cadre d'une nouvelle stratégie de politique étrangère. Cette stratégie, la première en de nombreuses années, devrait permettre au Canada de définir son engagement diplomatique avec l'Afrique sur plusieurs fronts, selon Robert Oliphant, député libéral et secrétaire parlementaire de la ministre des affaires étrangères<sup>5</sup>.

Le Canada a une longue histoire d'une politique étrangère qui se concentre sur l'image qu'il projette de lui-même plutôt que sur une internationalisation d'un concept plus abstrait, tel que les intérêts nationaux du pays. Cette tendance a été observée depuis le gouvernement de Stephen Harper, qui a promis de faire du Canada un leader moral du monde, jusqu'à celui de Justin Trudeau, qui a déclaré que le Canada était de retour sur la scène mondiale (Carron, 2014). Cependant, dans un contexte où l'OTAN désigne la Russie et la Chine comme des adversaires, le Canada a récemment annoncé une nouvelle stratégie de politique étrangère visant à renforcer son engagement diplomatique sur le continent africain. Cette nouvelle approche devrait permettre au pays de définir son engagement avec l'Afrique sur plusieurs fronts et de mieux représenter ses intérêts nationaux.

Cependant, il persiste une discordance entre la perception que le Canada aspire à donner de lui-même à l'échelle internationale et la situation actuelle, même en dépit de l'adoption d'une nouvelle

<sup>5</sup> <https://www.hilltimes.com/story/2022/07/20/oliphant-preps-african-engagement-strategy-for-cabinet-as-canada-readies-to-boost-diplomatic-presence/230944/>

stratégie de politique étrangère pour l'Afrique. L'efficacité de cette dernière pourra être questionnée. Le fait que la ministre des affaires étrangères, Chrystia Freeland, n'ait pas effectué de voyages en Asie et en Afrique, où résident la majorité des États influents dans la course à la scène internationale, de janvier 2017 à novembre 2019, illustre cette lacune. De plus, l'absence de volonté d'Ottawa de prolonger sa participation dans la mission de l'ONU au Mali a également contribué à réduire les chances du Canada. Même la visite tardive du Premier ministre Justin Trudeau en Afrique et l'articulation du message central de la campagne centrée sur le "pouvoir de convocation" du Canada n'ont pas réussi à donner un élan à sa candidature. En réalité, l'élite canadienne à Ottawa avait une certaine idée de la place qui devrait être accordée à son pays dans le monde, comme si cela allait de soi, mais n'a pas pu articuler pourquoi le Canada méritait un siège au conseil de sécurité. Cette arrogance peut avoir conduit à l'échec de la candidature du Canada (Carron, 2014).

Ainsi, de multiples raisons nous poussent, par ailleurs, à présumer que l'identité morale du Canada sera toujours nécessaire mais insuffisante pour soutenir ses objectifs en matière de politique étrangère dans une Afrique nouvelle et compétitive. Le manque de votes de l'Afrique en faveur du Canada au Conseil de sécurité des Nations unies est un exemple phare de ce phénomène. Les défis de sécurité et de développement sur le continent africain qui contribuent à façonner le rôle du Canada et à définir ses transformations dans les États africains, ainsi que la configuration du pouvoir au sein de l'UA, ont donné à l'Afrique une voix plus forte dans les affaires mondiales. L'UA a besoin d'un soutien matériel et financier alors qu'elle fait des efforts pour améliorer la sécurité, l'intégration économique et consolider les gains de la démocratie. De cette manière, le Canada surmontera ce qui semble être un dilemme moral inhérent à sa politique envers l'Afrique. C'est particulièrement important car les dirigeants politiques, en particulier les premiers ministres, professent de respecter des "obligations morales" envers l'Afrique et ne veulent pas être perçus comme ayant des intérêts matériels sur le continent, et donc ne contribuent que peu en termes d'investissements et de commerce qui pourraient aider à répondre aux besoins réels des États et des peuples africains, d'une part, et à soutenir les intérêts nationaux du Canada, d'autre part (p.127 Medhora).

Malgré l'absence d'une politique étrangère complète en Afrique, les relations du Canada avec les pays d'Afrique subsaharienne ont une longue histoire qui a été motivée principalement par l'assistance humanitaire et le développement visant à aider les pays africains nouvellement indépendants, tout en reflétant les valeurs canadiennes. Cependant, il est important de noter que les intérêts commerciaux n'ont jamais été une caractéristique déterminante de cette relation. Toutefois, il est clair que pour atteindre ses objectifs en Afrique, le Canada doit non seulement affirmer son identité morale, mais également fournir un soutien matériel et financier substantiel à l'Union africaine par exemple, dans ses efforts pour améliorer la sécurité, l'intégration économique et consolider les gains de la démocratie sur le continent. Cela permettra également de résoudre le dilemme moral inhérent à la politique canadienne envers l'Afrique, où les dirigeants politiques ont tendance à proclamer des obligations morales envers le continent, tout en évitant d'être perçus comme ayant des intérêts matériels en Afrique, ce qui les empêche de contribuer davantage à la réalisation des besoins réels des États et des peuples africains (p.2 Medhora).

Ainsi, le Canada semble avoir toujours été un acteur majeur dans les relations internationales, en particulier en matière de politique étrangère. L'engagement du Canada en Afrique est particulièrement intéressant à étudier, car il est basé sur l'aide au développement et le maintien de la paix, avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) jouant un rôle central dans l'engagement du pays en Afrique. Toutefois, la perception que le Canada a de l'Afrique comme un continent appauvri et déchiré par les conflits a également une influence importante sur la politique étrangère du pays en Afrique. La question de recherche principale est donc : *Comment l'identité morale du Canada façonne-t-elle son engagement politique en Afrique?* Cette question sera explorée en examinant les facteurs qui ont façonné l'identité morale du Canada en tant qu'acteur moral dans les relations internationales, ainsi que la perception que le Canada a de l'Afrique et son impact sur la politique étrangère du pays en Afrique. L'analyse se concentrera également sur l'examen de la relation entre l'aide au développement et le

maintien de la paix en Afrique et l'identité morale du Canada en tant qu'acteur moral dans les relations internationales. Enfin, cette recherche permettra d'évaluer les avantages et les limites de l'engagement du Canada en Afrique basé sur l'aide au développement et le maintien de la paix.

En adoptant une approche centrée sur les idées avancées par Edward Ansah Akuffo, il est possible d'observer comment l'identité morale du Canada, notamment sur le continent africain, exerce une influence sur son rôle en matière de sécurité en Afrique. Cette approche se fonde sur un cadre théorique constructiviste d'"internationalisme non impérial". En outre, il est important de noter que les relations entre le Canada et les pays d'Afrique subsaharienne ont été initialement motivées par l'assistance humanitaire et le développement, et non par des intérêts commerciaux. Cette recherche se penchera également sur l'analyse de la relation entre l'aide au développement et le maintien de la paix en Afrique, ainsi que sur l'évaluation des avantages et des limites de l'engagement du Canada en Afrique.

Par ailleurs, l'internationalisme « non-impérial » suggère que les États peuvent se comporter de manière plus ou moins impérialiste dans leurs relations internationales. Le Canada, en tant qu'État "non impérial", s'efforce de se positionner comme un acteur moral dans ses relations avec les pays en développement. Cette identité morale est construite à travers les politiques étrangères axées sur l'aide au développement et le maintien de la paix, ce qui permet au Canada de se présenter comme un État bienveillant et responsable. J'examinerai donc comment cette identité morale a façonné la politique étrangère du Canada en Afrique et comment elle a influencé les choix de politiques et d'actions en matière de développement et de maintien de la paix dans la région. Je vais également explorer les tendances historiques, économiques et politiques qui ont façonné la politique étrangère du Canada en Afrique et comment elles ont contribué à façonner l'identité morale du Canada dans la région.

## Méthodologie

Le présent projet de recherche envisage une approche qualitative axée sur l'analyse de discours de documents officiels canadiens, tels que les discours politiques, les déclarations ministérielles et les rapports gouvernementaux sur l'aide au développement en Afrique. Cette méthode se justifie par le fait que les discours officiels sont des expressions publiques des politiques et des objectifs du gouvernement, reflétant ainsi les croyances et les valeurs qui sous-tendent ces politiques.

L'analyse de discours sera menée en utilisant une approche qualitative fondée sur l'analyse thématique, qui permettra d'identifier les thèmes clés et les motifs récurrents qui émergent dans la façon dont le Canada aborde son engagement en Afrique. Cette analyse sera également informée par les théories constructivistes et les travaux d'Akuffo sur l'internationalisme non impérial. En complément de l'analyse de discours, des entretiens semi-structurés seront menés avec des experts et des praticiens canadiens travaillant dans le domaine de l'aide au développement en Afrique. Ces entretiens permettront d'obtenir des perspectives plus approfondies sur les motivations et les objectifs de l'engagement du Canada en Afrique, ainsi que sur la façon dont l'identité morale du pays façonne cette politique. En somme, cette approche de recherche qualitative basée sur l'analyse de discours et les entretiens semi-structurés vise à obtenir des perspectives riches et nuancées sur la façon dont l'identité morale du Canada influence son engagement politique en Afrique.

En outre, les contributions potentielles de ce travail de recherche incluent une meilleure compréhension des motivations sous-jacentes de l'engagement du Canada en Afrique, ainsi que l'impact de l'identité morale du Canada sur sa politique étrangère en Afrique. En examinant les perceptions du Canada de l'Afrique et leur influence sur la politique étrangère canadienne, ce travail peut également contribuer à une réflexion plus large sur les stéréotypes et les préjugés dans les relations internationales. Cependant, ce travail comporte également des limites. Tout d'abord, il est basé sur une analyse documentaire et des entretiens avec un nombre limité de répondants, ce qui peut limiter la généralisation des résultats. De plus, bien que le cadre théorique constructiviste soit utile pour comprendre l'impact des perceptions et des identités sur la politique étrangère, il ne peut pas expliquer les facteurs économiques

et stratégiques qui peuvent également influencer la politique étrangère d'un État. Enfin, il convient de noter que les politiques étrangères sont souvent complexes et multifacettes, et que cette étude se concentre sur un aspect spécifique de la politique étrangère du Canada en Afrique. Il est donc important de prendre en compte d'autres facteurs et perspectives pour obtenir une vue d'ensemble plus complète de la politique étrangère du Canada en Afrique.

Pour ce faire, le mémoire sera structuré en trois chapitres pour examiner en profondeur l'hypothèse selon laquelle les politiques canadiennes en matière d'aide au développement en Afrique sont progressistes, mais en décalage avec la réalité. Le premier chapitre sera consacré à l'analyse de la politique canadienne d'aide au développement en Afrique, en mettant l'accent sur ses dimensions progressistes. Ce chapitre se penchera sur les politiques, les programmes et les pratiques du Canada en matière d'aide au développement en Afrique, ainsi que sur les objectifs sous-jacents à cette politique. Le deuxième chapitre examinera les raisons pour lesquelles les politiques progressistes du Canada en matière d'aide au développement en Afrique sont en décalage avec la réalité. Plusieurs facteurs seront explorés, notamment les différences culturelles entre le Canada et les pays africains, les différences dans les valeurs et les priorités, et les contraintes structurelles qui peuvent empêcher l'application des politiques canadiennes en Afrique. Ce chapitre sera étayé par des exemples concrets tirés de la littérature académique et des entretiens menés auprès d'experts canadiens travaillant dans le domaine de l'aide au développement en Afrique. Le dernier chapitre mettra en lumière l'importance de la supériorité morale pour les politiques étrangères du Canada et comment cela peut entraîner une mise en œuvre inefficace de ces politiques. Ce chapitre explorera comment la conviction du Canada d'être un leader progressiste en matière de droits de la personne et d'égalité peut conduire à une vision biaisée et à une application inadaptée de ses politiques d'aide au développement en Afrique. Enfin, une conclusion récapitulera les principaux résultats de l'étude, discutera des implications de ces résultats pour la politique étrangère du Canada en Afrique et suggérera des pistes de recherche futures.

## Bibliographie

Black, David R. 2001. "Echoes of Apartheid? Canada, Nigeria, and the Politics of Norms." In *Ethics and Security in Canadian Foreign Policy*, edited by Irwin Rosalind, 147. Vancouver: UBC Press.

Engler, Yves. 2015. *Canada in Africa: 300 Years of Aid and Exploitation*. Fernwood Publishing: Winnipeg.

Freeman, Linda. 1984. "The Effect of the World Crisis on Canada's Involvement in Africa." *Studies in Political Economy* 13 (Spring): 107–139.

Hornsby, David J. 2014. "Changing Perception into Reality: Canada in Africa." *International Journal* 69: 334–352.

Jerven, Morten. 2015. *Africa: Why Economists Get It Wrong*. London: UK, Zed Books.

Keating, Tom. 2002. *Canada and World Order: The Multilateralist Tradition in Canadian Foreign Policy*. Oxford University Press: Toronto.

Pratt, Cranford. 1984. "Canadian Policy towards the Third World: Basis for an Ex-Planation." *Studies in Political Economy* 13 (Spring): 27–55.

Samy, Y., and R. Medhora, eds. 2013. *Canada among Nations: Canada-Africa Relations*. Waterloo: Centre for International Governance and Innovation.

Bakary Sambe, « L'Afrique devrait tirer profit de la renégociation des rapports de force au niveau international », Timbuktu Institute, 6 septembre 2022.